

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article : 20

Proposition d'amendement au protocole:

Déposée par Madame ou Monsieur : M. Louis Michel, M. Karel de Gucht, M. Elio di Rupo, Mme Anne Van Lancker, membres de la Convention et M. Pierre Chevalier et Mme Marie Nagy, membres suppléants de la Convention

Qualité : - Membre - Suppléant

En vue de combattre les crimes graves ~~ayant une~~ **en raison de leur** dimension transfrontalière **et de l' atteinte qu'ils portent aux droits fondamentaux** ainsi que les activités illégales portant atteinte aux intérêts de l'Union, ~~le Conseil, statuant à l'unanimité, après avis conforme du Parlement européen, peut adopter une loi européenne créant le~~ **Parlement européen et le Conseil adoptent une loi organique créant un Parquet européen au sein d'Eurojust.**

Le Parquet européen est compétent pour rechercher, poursuivre et renvoyer en jugement les auteurs et complices de ~~ces crimes graves affectant plusieurs Etats membres, ainsi que des~~ **et de ces** infractions aux intérêts financiers de l'Union, ~~tels que déterminées par la loi prévue au paragraphe suivant. Il exerce devant les juridictions compétentes des Etats membres l'action publique relative à ces infractions.~~

- 2) La loi **organique** visée au paragraphe précédent fixe le statut du Parquet européen, les conditions d'exercice de ses fonctions, les règles de procédure applicables à ses activités ainsi que celles gouvernant l'admissibilité des preuves et les règles applicables au contrôle juridictionnel des actes de procédure pris par le Parquet européen dans l'exercice de ses fonctions.

- 2 bis) La loi organique fixe les modalités de surveillance du Parquet européen sur les activités opérationnelles des agences visées à l'article 22 et détermine les modalités selon lesquelles le Parquet européen exerce l'action publique.

3) La Cour de Justice contrôle la légalité des enquêtes menées par le parquet européen et tranche les conflits de compétence avec les autorités nationales selon des modalités définies dans la loi organique.

Explication éventuelle :

- La création d'un parquet européen doit se faire au moyen d'une loi organique (adoptée selon des majorités renforcées à déterminer). L'exigence de l'unanimité apparaît comme une exigence excessive dans une Union de 25 et plus d'Etats membres.
- Le parquet ne doit par ailleurs pas être créé au sein d'Eurojust. Une fois qu'un parquet européen existera, il englobera tout ou partie des missions d'Eurojust (et non l'inverse).
- Le Parquet européen doit assurer à terme la surveillance des agences de coopération policière de l'Union.
- Le texte du Praesidium prévoit que les juridictions de jugement seront nécessairement les juridictions nationales. Il convient toutefois de laisser ouverte la possibilité d'une éventuelle juridiction pénale européenne
- Un parquet européen nécessite la mise en place d'un organe de contrôle juridictionnel sur le plan européen. Le texte de la Constitution européenne devrait dès lors prévoir que l'action du parquet européen doit faire l'objet d'un contrôle juridictionnel approprié par la Cour de Justice, selon des modalités à déterminer dans la loi organique.